Commune de Saint Martin de Bernegoue
Procès-Verbal du Conseil Municipal - Séance du 10 mars 2025

Le 10 mars 2025 à 20h, les membres du Conseil Municipal de la commune de Saint Martin de Bernegoue se sont réunis, en séance publique, salle du Conseil Municipal de la Mairie sur la convocation qui leur a été adressée par M. Frédéric NOURRIGEON, Maire, conformément aux articles L. 2121-1, L. 2121-11 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités territoriales.

Etaient présents : MM. Frédéric BONNEFONT, Jérôme CLARCK, Pascal CLERJEAU, Isabelle DEGUIL, Daniel GOY, Philippe LAIDET, Nathalie LAVILLONNIÈRE, Sandrine LONGEAU, Dominique MAURILLE, Fabrice MILLASSEAU, Frédéric NOURRIGEON, Delphine PERONNE, Christine PETORIN.

Absente : Mme Cécile RICHARD.

M. Fabrice MILLASSEAU est nommé secrétaire de séance.

Le quorum de l'assemblée étant atteint, Monsieur Le Maire ouvre la séance.

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 27 janvier 2025 est adopté à l'unanimité.

COMMUNE

✓ **ADRESSAGE** : La Base Adresse Locale (BAL) est un fichier géré par une collectivité locale, généralement une commune ou un EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale), contenant toutes les adresses géolocalisées d'une ou plusieurs communes. Elle est publiée sous la responsabilité de la collectivité, ce qui lui confère un caractère officiel. La loi 3DS du 21 février 2022 oblige les communes de moins de 2 000 habitants à nommer les voies et à numéroter les maisons, alors qu'elles bénéficiaient jusqu'ici d'une exemption en la matière. Censée faciliter le travail des livreurs et l'installation de la fibre, l'opération devait être réalisée avant le 1er juin 2024 en remplissant une Base Adresse Locale, laquelle a vocation à être versée dans la Base Adresse Nationale. À défaut, la responsabilité du Maire pourra être engagée en cas de retard des secours dans un chemin mal signalé. Un travail de recensement a été fait par la secrétaire de mairie aidée d'un agent municipal.

D250310-01 – BASE ADRESSE LOCALE

Monsieur le Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies, places et lieux-dits de la commune.

En l'espèce, il n'y a que des modifications à opérer pour régler quelques anomalies qui pourraient freiner la localisation de certaines propriétés.

La dénomination des voies communales et privées ouvertes à la circulation est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Il convient, pour faciliter la fourniture de services publics, tel que les secours, la connexion aux réseaux et d'autres services commerciaux comme la délivrance du courrier et des livraisons, d'identifier clairement les adresses des immeubles.

Considérant l'intérêt communal que présente la dénomination des voies, il est demandé au Conseil municipal :

- de VALIDER les modifications apportées à l'ensemble des voies communales et privées ouvertes à la circulation et des lieux-dits (liste en annexe de la présente délibération) ;
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- d'INFORMER les administrés concernés et leur fournir une plaque de numéro lorsque cela sera nécessaire.

Anomalies adressage commune

Lieu	Parcelle	N°	Observation
L'arcanade	205		création de numéro : correspond au n° 270 + fournir plaque
	219		création de numéro : correspond au n° 320 + fournir plaque
	224		création de numéro : correspond au n° 340 + fournir plaque
	210, 221		création de numéro : correspond au n° 391 + fournir plaque
Chemin du Marais	177	15	À créer c'est le n° 15, n'existe pas au 520 rue de la monge
Rue de la Monge	103		il existe les n°277 et 279 - Mettre un panneau avec les n° en début de chemin ou BAL
Chemin de l'Ormeau	AD95	7	sur Sigil correspond 510 rue bas berri - création de numéro + fournir plaque
	AD94	27	sur Sigil correspond 500 rue bas berri - création de numéro + fournir plaque
Rue du logis d'en bas	255	215	À modifier, ce devrait être le n°225 en métrique + fournir plaque
Route de Saint Romans des Champs	88	205	À modifier, la maison est rue de la Ruelle et pas route de St Romans + fournir plaque

✓ **CAMBRIOLAGE :**

L'atelier a été cambriolé dans la nuit du 4 au 5 février. Le portail coulissant a été forcé et le portail de l'atelier ouvert à la voiture bélier. Le vol concerne surtout du matériel de bricolage et électroportatif. La liste du matériel volé a été établie et jointe à la plainte déposée. Une déclaration à l'assurance a été faite. Le préjudice en cours d'évaluation est de plusieurs milliers d'euros (Environ 5000€ hors remplacement du portail de garage et réparation du portail coulissant). Une bonne partie du matériel est considérée comme vétuste (date d'achat de plus de 2 ans pour la plupart) et ne sera donc pas ou peu pris en charge par l'assurance. Selon le montant remboursé par l'assurance et les finances disponibles de la commune, le Conseil Municipal s'accorde à dire que le matériel doit être remplacé prioritairement sur ce budget et que la réparation ou le remplacement du portail du garage et du portail coulissant se fera sur le budget 2026.

Monsieur le Maire précise qu'il est intervenu en Conférence des Maires ce début de mois pour sensibiliser le Secrétaire Général de la Préfecture sur les conséquences financières dont les communes sont victimes les unes après les autres.

✓ **CONTRÔLE DE L'URSSAF :** La commune a été contrôlée le 10 janvier dernier. Aucune irrégularité n'a été relevée et aucune observation n'a été formulée. Monsieur le Maire salue le travail effectué par Mme BLUTEAU, Secrétaire Générale de Mairie.

✓ **ANIMATION « AIDANTS APPUI ET VOUS » :** Comme évoqué lors du dernier Conseil Municipal, M. Le Maire a rencontré les responsables de l'association Appui & Vous Sud 79 et de la Plateforme d'accompagnement et de répit des aidants pour organiser sur la commune un temps collectif de proximité intitulé « À la rencontre des aidants ». Cette action s'inscrit dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS) de NIORT AGGLO.

La date retenue est le lundi 2 juin de 14 h à 17 h. Unis Cités pourrait être invité pour venir présenter les actions mises en place sur la commune

BUDGET

✓ **SCPC – PERSPECTIVES FINANCIÈRES :** La contribution actuelle est de 126 773€. Selon le scénario présenté à l'ensemble des élus des Conseils Municipaux le 20 janvier dernier, elle augmenterait pour la commune de 4 355€ en 2025 puis de 5 389€ de 2026 à 2029. En 2029, la contribution de la commune sera alors de 152 684€.

La part supplémentaire, entre 2025 et 2029, est fixée au prorata des communes membres sur la base de 50% du Potentiel Fiscal et 50% de la population DGF.

Aujourd'hui, le critère de répartition est celui de la population DGF. Le constat est que les communes à faible population sont impactées par ce critère. Aussi, le cabinet KPMG a proposé de prendre en compte le potentiel fiscal des communes mais ce critère avait un fort impact sur les communes les plus riches. C'est pourquoi le critère de répartition suivant a été privilégié, à savoir : 50% Population DGF et 50% Potentiel Fiscal.

Petit rappel de l'historique des Attributions de Compensation (AC) que la commune reçoit de NIORT AGGLO ; elles sont constituées de 2 parts :

- Une 1^{ère} part issue de la fiscalité = allocations communautaires
- Une 2^{ème} part issue des compétences dé transférées comprenant les AC reversées au SCPC pour exercer ses compétences et les AC au titre du contingent incendie et transport scolaire.

Sur la 1^{ère} part issue de la fiscalité, le montant de l'AC est négatif soit – 39 080€. NIORT AGGLO a communiqué à la commune l'historique de ce montant.

Sur la 2^{ème} part issue des compétences dé transférées, la commune perçoit 125 341€. La commune ne verse donc au SCPC aujourd'hui que 1 432€ (126 773€ - 125 341€) pour les compétences qu'elle lui a confiées.

Si la commune ne reçoit aujourd'hui que 86 261€ de Niort Agglo, c'est parce qu'en 2001 au moment de la mise en place de la TPU (Taxe Professionnelle Unique) elle n'a pu apporter, en raison de sa très faible richesse, que 2 306€. Depuis, à chaque compétence transférée à NIORT AGGLO (ex. eaux pluviales), des transferts de charges se font ce qui aboutit à ce jour à - 39 080€.

Pour en revenir au SCPC et à cette nouvelle répartition de la part supplémentaire, selon l'article L5211-20 du CGCT, pour trouver à s'appliquer, cette révision des statuts doit faire l'objet d'une décision des conseils municipaux des communes membres dans les conditions suivantes :

- Soit 2/3 au moins des Conseil Municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ;
- Soit la moitié au moins des Conseil Municipaux des communes représentant les 2/3 de la population
- Accord des ou de la commune membre dont la population est supérieure au 1/4 de la population totale du syndicat.

L'absence d'avis formulé dans un délai de 3 mois vaut avis favorable.

D250310-02 – MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DE COMMUNES PLAINE DE COURANCE (SCPC)

Monsieur le Maire rappelle que jusqu'à présent, les contributions des communes membres versées au Syndicat de Communes Plaine de Courance sont fixées au prorata du nombre d'habitants : population DGF pour l'année concernée.

Pour faire suite aux groupes de travail réunissant les maires des 12 communes membres du Syndicat de Communes Plaine de Courance, il a été décidé de faire évoluer ce critère de répartition en prenant 50% de la population DGF et 50% du potentiel fiscal pour l'année connue.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le projet de statuts modifiés du Syndicat de Communes Plaine de Courance,

VU la délibération du Conseil syndical du Syndicat de Communes Plaine de Courance en date du 27 février 2025 portant modification des statuts,

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux que lors de sa réunion du 27 février 2025, le conseil syndical a décidé de modifier l'article 11 de ses statuts comme suit :

Article 11 :

Les contributions des communes membres, nécessaires pour l'exercice par le syndicat des compétences transférées tant pour ce qui concerne le fonctionnement que l'investissement, sont fixées comme suit :

- Une 1^{ère} part correspondant au montant venant majorer l'attribution de compensation de la commune en rapport avec la restitution aux communes des compétences par la Communauté d'Agglomération du Niortais et exercées par le Syndicat, déduction faite des participations pour le transport scolaire (accompagnateurs et titres de transport) et du contingent incendie qui relèvent de la compétence des communes.
- Une 2^{ème} part fixée au prorata du nombre d'habitants : population DGF pour l'année connue jusqu'en 2024.

A partir de 2025, tous les appels à contributions supplémentaires à ceux appelés jusqu'en 2024 seront fixés à raison de 50% de la population DGF et 50% du potentiel fiscal pour l'année connue.

Après délibération, à l'unanimité, les membres du Conseil Municipal décident d'approuver la modification des statuts du Syndicat de Communes Plaine de Courance.

D250310-03 – CONTRIBUTION DE LA COMMUNE AU SYNDICAT DE COMMUNES PLAINE DE COURANCE (SCPC) DE 2025 À 2029

Suite à la modification des statuts du SCPC, M. le Maire souhaite préciser les nouveaux montants de contribution pour la commune à partir de 2025 :

La contribution actuelle est de 126 773 € à laquelle vont s'ajouter :

- La contribution supplémentaire pour l'année 2025 est de 4 355 €
- La contribution supplémentaire pour les années 2026 à 2029 sera de 5 389 € par année

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide ces montants.

✓ **PHOTOCOPIEURS MAIRIE/ÉCOLE :**

Suite à la mise en liquidation judiciaire de la société Tech 360, Mme BLUTEAU, Secrétaire Générale de Mairie, a demandé à plusieurs sociétés de faire une offre de remplacement en tenant compte du rachat des loyers en cours.

Coût HT au trimestre

Coût 1ère année	TECH 360 - Actuellement	SBS	KOESIO	BUROLOGIC <i>Copies facturées au réel</i>	REX ROTARY
Achat copieur					
Loyer Mairie (<i>incluant maintenance + copies</i>)	760,50 €	680,60 €	858,00 €	636,00 €	1 161,99 €
Loyer École	241,70 €				
Maintenance Mairie	- €	447,00 €		36,00 €	
Coût copies			442,80 €	491,40 €	504,00 €
Maintenance école	100,44 €	93,90 €		15,00 €	
Coût copies			86,50 €	71,25 €	95,00 €
Frais de dossier et/ou d'installation		- €	79,00 €	- €	- €
Coût total au trimestre	1 102,64 €	1 221,50 €	1 466,30 €	1 249,65 €	1 760,99 €

Coût années suivantes	TECH 360 - Actuellement	SBS	KOESIO	BUROLOGIC <i>Copies facturées au réel</i>	REX ROTARY
Achat copieur					
Loyer Mairie (<i>incluant maintenance + copies</i>)	760,50 €	680,60 €	858,00 €	636,00 €	1 161,99 €
Loyer École	241,70 €				
Maintenance Mairie	- €	447,00 €		36,00 €	
Coût copies			442,80 €	491,40 €	504,00 €
Maintenance école	100,44 €	93,90 €		15,00 €	
Coût copies			86,50 €	71,25 €	95,00 €
Frais de dossier et/ou d'installation		- €		- €	- €
Coût total au trimestre	1 102,64 €	1 221,50 €	1 387,30 €	1 249,65 €	1 760,99 €

Cependant, deux évènements sont venus se greffer ces derniers jours et peuvent remettre en question le rachat actuel de nos contrats. En effet :

1 – nous avons appris ce jour, par mail, que la société TECH 360 était reprise par une entreprise de la Vienne, la société CONECTI. Nous ne connaissons pas encore les conditions de reprise.

2 – NIORT AGGLO renouvelle son marché en 2026 et propose aux 40 communes d'adhérer à ce nouveau marché. Les conditions sont avantageuses au vu du volume de matériel acheté. Le problème est que nous devons trouver une solution pour attendre un an l'accès à ce nouveau marché en sachant que le copieur de l'école est en panne et que nous n'avons plus de maintenance sur les deux photocopieurs.

À ce jour, si l'on s'attache aux propositions faites par les différents prestataires sollicités, c'est la société SBS qui est la mieux placée pour répondre à notre demande.

M. Le Maire propose de ne pas délibérer aujourd'hui par manque d'informations sur les deux dernières informations reçues. Une commission budget doit se réunir le 24 mars prochain, nous aurons peut-être tous les éléments pour savoir dans quelle direction aller et faire un choix.

PERSONNEL COMMUNAL

✓ **CDG79 – PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE :**

D250310-04 – CDG79 – PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE- RISQUES PRÉVOYANCE ET SANTÉ (article 4 du décret n° 2011-1474)

VU les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'avis du comité social territorial du 14 janvier 2025 pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité,

Exposé :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les **risques santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les **risques prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

Cette **participation est obligatoire** pour :

- Les **risques prévoyance** à effet du 1er janvier 2025.
 - Le montant minimal s'élève à 7€ brut mensuel (article 2 du décret n°2022-581),
*Ce montant serait porté à 50% au minimum de la cotisation à payer par l'agent dans le cas de la souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire selon les termes de l'accord collectif national du 11 juillet 2023, sous réserve de la conclusion d'un accord collectif. Ce nouveau régime nécessite une transposition normative nécessaire. Le contrat collectif d'assurance est souscrit à l'issue d'un appel à concurrence réalisé **soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur,***
 - Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90% du salaire net,
- Les **risques santé** à effet du 1^{er} janvier 2026.
 - Le montant minimal s'élève à 15€ brut mensuel (article 6 du décret n°2022-581),
 - Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation à définir par employeur : contrat individuel d'assurance labellisé, ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative - ou obligatoire - souscrit dans le cadre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance **soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.**

Le processus de consultation permettra de proposer aux employeurs qui auront formulé leur intention, des garanties collectives d'assurance de prévoyance et de santé au bénéfice de leurs agents.

Les conventions de participation et les contrats collectifs d'assurance associés sont conclus par le centre de gestion pour le compte des employeurs.

En application des dispositions de l'article L827-7 du code général de la fonction publique, le Centre de gestion a une obligation de proposer aux employeurs publics territoriaux des contrats collectifs permettant de couvrir les risques santé et prévoyance des agents territoriaux. La convention de participation sur la prévoyance du CDG 79 prend fin le 31 décembre 2025. Le CDG79 procédera au lancement des appels à concurrence en 2025 pour retenir et proposer des contrats collectifs à adhésion facultative en santé et prévoyance à effet au 1^{er} janvier 2026.

Le conseil, après en avoir délibéré, décide :

Risque prévoyance

- De retenir la procédure de la convention de participation, avec son contrat d'assurance collective à adhésion facultative des employeurs et à adhésion facultative des agents, pour un effet des garanties au 1^{er} janvier 2026. La procédure retenue est déclinée comme suit :
 - participer au dispositif proposé par le CDG 79 et de lui donner mandat afin de réaliser tous les actes nécessaires à l'appel public à concurrence en vue de la sélection d'un organisme d'assurance.
- De proposer de verser une participation mensuelle brute par agent :
 - d'un montant de 7 euros /agent/ mois
 - La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit après connaissance de l'offre de l'organisme d'assurance qui sera classé n°1 à l'issue de l'analyse des offres,
- D'autoriser le Maire/Président à effectuer tout acte en conséquence.

Risque santé

- De retenir la procédure de la convention de participation, avec son contrat d'assurance collective à adhésion facultative des employeurs et à adhésion facultative agents, pour un effet des garanties au 1^{er} janvier 2026. La procédure retenue est déclinée comme suit :
 - participer au dispositif proposé par le CDG 79 et de lui donner mandat afin de réaliser tous les actes nécessaires à l'appel public à concurrence en vue de la sélection d'un organisme d'assurance.
- De proposer de verser une participation mensuelle brute par agent :
 - d'un montant de 15 euros/agent/ mois
 - La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit après connaissance de l'offre de l'organisme d'assurance qui sera classé n°1 à l'issue de l'analyse des offres,
- D'autoriser le Maire pour effectuer tout acte en conséquence.

✓ CDG79 – MODIFICATION RIFSEEP :

D250310-05 – CDG79 - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° D211122-02 EN DATE DU 21 NOVEMBRE 2021 PORTANT MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)
--

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L 712-1 et L712-2, L 713-1, L714-1 et L714-4 à L714-8,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n°2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'Etat,

VU les annexes du décret n°91-875 du 6 septembre 1991,

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

VU la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 14 janvier 2025,

CONSIDÉRANT l'exposé du Maire,

CONSIDÉRANT que l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une cotation des postes à partir de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- ✓ Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- ✓ Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- ✓ Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes et indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

À la majorité (*M. Pascal CLERJEAU ne prend pas part au vote, son épouse faisant partie du personnel communal*) d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) et la part complément indemnitaire annuel (CIA).

I – INDEMNITÉS DE FONCTIONS, SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E)

1/ BÉNÉFICIAIRES :

- ✓ Agents titulaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, comptant 0 mois d'ancienneté dans la collectivité
- ✓ Agents stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, comptant 0 mois d'ancienneté dans la collectivité
- ✓ Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel sur emploi permanent ou sur emploi non permanent comptant 0 mois d'ancienneté dans la collectivité

2/ DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés applicables aux fonctionnaires de l'Etat, par filière puis par grade.

Chaque cadre d'emplois repris, ci-après, est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

Les postes ont été classés dans les groupes de fonctions selon les critères suivants :

Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
<ul style="list-style-type: none"> ● Responsabilité d'opération ● Responsabilité de formation d'autrui ● Délégation de signature ● ● ● ● ● 	<ul style="list-style-type: none"> ● Technicité, compétences requises ● Autonomie ● Diversité des tâches ● Habilitation, certification ● ● ● ● 	<ul style="list-style-type: none"> ● Ambiance physique extérieurs, bruit, risque d'accident ● Effort physique ● Confidentialité ● Impact sur l'image de la collectivité ● Travaux directs avec élus, participation instances, représentation de la commune ● ● ●

Les montants sont établis pour un agent à temps complet. Ils sont donc réduits au prorata de la durée de travail effectuée pour les agents exerçant leur activité à temps partiel ou à temps non complet.

Filière Administrative - Catégorie B - Rédacteur

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1	Secrétaire de Mairie/Rédacteur	4 500,00 €
Groupe 2		

Filière Médico-sociale - Catégorie C - Agent territorial spécialisé des écoles maternelles

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1		
Groupe 2	Agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM)	3 400,00 €
Groupe 3	Assistante de vie scolaire	2 600,00 €

Filière Technique - Catégorie C - Agents de maîtrise territoriaux

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1		
Groupe 2	Agent polyvalent technique en milieu rural	3 700,00 €
Groupe 3		

Filière Technique - Catégorie C - Adjoint technique

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1		
Groupe 2	Cantinière	3 400,00 €
Groupe 3	- Agent polyvalent technique en milieu rural - Agent polyvalent de restauration, d'accueil et d'animation périscolaire - Agent d'accueil et d'animation périscolaire - Agent polyvalent	2 600,00 €

3/ L'EXCLUSIVITÉ :

L'I.F.S.E. est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions.

4/ L'ATTRIBUTION :

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté à partir des critères suivants :

- ✓ Le montant de l'I.F.S.E. sera déterminé en fonction du groupe de fonction
- ✓ Et selon l'expérience professionnelle détenue par l'agent, examinée au regard des critères suivants :
 - Approfondissement et consolidation des connaissances et savoir-faire par la pratique
 - Approfondissement et consolidation des connaissances et savoir-faire par la formation et l'autoformation

5/ LE RÉEXAMEN DU MONTANT DE L'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué fera l'objet d'un réexamen :

- ✓ En cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- ✓ Au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions ou de cadre d'emploi et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...), afin de prendre en compte l'expérience professionnelle,
- ✓ En cas de changement de grade ou cadre d'emploi à la suite d'une promotion (avancement de grade, promotion interne, nomination suite concours).

6/ LES MODALITÉS DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DE L'I.F.S.E. :

Absences rémunérées à plein traitement (100%)	Maintien 100%	Maintien jusqu'à 33% (maximum Etat)	Suppression	Autre disposition à préciser
Maladie ordinaire Congé longue maladie Congé maladie longue durée Grave maladie	☒	☒ 33 % ☒ 33 %	☒	☐ ☐ ☐ ☐
Absences rémunérées à demi-traitement (50%)	Maintien 50%	Maintien jusqu'à 60% (maximum Etat)	Suppression	Autre disposition à préciser
Maladie ordinaire Congé longue maladie Congé maladie longue durée Grave maladie	☒	☒ 60 % ☒ 60 %	☒	☐ ☐ ☐ ☐

Autres absences rémunérées à plein traitement (100%)	Maintien 100%	Suppression	Autre disposition à préciser
Maternité	☒		
Paternité, accueil de l'enfant	☒		
Adoption	☒		
Maladie professionnelle	☒	☐	☐
Accident de service			
Accident de trajet			
Autres absences rémunérées	Suit le sort du traitement	Proratisé à hauteur du temps partiel	
Temps partiel thérapeutique	☒	☐	
Autre situation	Maintien 100%	Suppression	Autre disposition à préciser
Période de Préparation au Reclassement (PPR)	☒	☐	☐

Lorsque, le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.

7/ MAINTIEN À TITRE PERSONNEL :

Le montant mensuel dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP.

8/ PÉRIODICITÉ DE VERSEMENT DE L'I.F.S.E. :

Le montant de l'I.F.S.E. sera versé mensuellement sur la base d'1/12^{ème} du montant annuel individuel attribué.

II – MISE EN PLACE DU COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

1/ PRINCIPE :

Le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) sera versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

2/ BÉNÉFICIAIRES :

- ✓ Agents titulaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, comptant 0 mois d'ancienneté dans la collectivité
- ✓ Agents stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, comptant 0 mois d'ancienneté dans la collectivité
- ✓ Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel sur emploi permanent ou sur emploi non permanent comptant 0 mois d'ancienneté dans la collectivité

3/ DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés et applicables aux fonctionnaires de l'Etat,

Chaque cadre d'emplois repris, ci-après, est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

Les montants sont établis pour un agent à temps complet. Ils sont donc réduits au prorata de la durée de travail effectué pour les agents exerçant leur activité à temps partiel ou à temps non complet.

Les postes ont été classés dans les groupes de fonctions selon les critères suivants :

Filière Administrative - Catégorie B - Rédacteurs territoriaux

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1	Secrétaire de Mairie/Rédacteur	200 €
Groupe 2		

Filière Médico-sociale - Catégorie C - Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1		
Groupe 2	Agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM)	200 €
Groupe 3	Assistante de vie scolaire	200 €

Filière Technique - Catégorie C - Agents de maîtrise territoriaux

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1		
Groupe 2	Agent polyvalent technique en milieu rural	200 €
Groupe 3		

Filière Technique - Catégorie C - Adjointes techniques territoriaux

Groupe	Emplois	MONTANT ANNUEL MAXIMAL (plafond)
Groupe 1		
Groupe 2	Cantinière	200 €
Groupe 3	- Agent polyvalent technique en milieu rural - Agent polyvalent de restauration, d'accueil et d'animation périscolaire - Agent d'accueil et d'animation périscolaire - Agent polyvalent	200 €

4/ PÉRIODICITÉ ET MODALITÉS DE VERSEMENT DU C.I.A. :

Le C.I.A. fera l'objet d'un versement annuel en février ou mars de l'année N+1 suite à l'entretien professionnel annuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre puisqu'il est attribué en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel de l'année écoulée qui aura lieu en janvier/février de l'année N+1.

Si l'agent a bénéficié de congé pour indisponibilité physique, le C.I.A. pourra être versé, uniquement si les critères d'attribution ont été satisfaits.

Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail et en fonction de la date d'entrée dans la collectivité.

5/ L'ATTRIBUTION :

L'attribution individuelle du C.I.A. sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel à partir des critères ci-après :

- ✓ Atteinte des objectifs fixés lors de l'entretien annuel d'évaluation
- ✓ Assiduité, ponctualité
- ✓ Qualités relationnelles vis-à-vis interne, élus, public
- ✓ Le cas échéant, et même si l'un des trois critères de base n'est pas atteint : « exécution d'un travail exceptionnel dans le cadre d'un contexte exceptionnel » à hauteur de 10 % du montant de la part de CIA de chaque groupe de fonction.

6/ LA DATE D'EFFET :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} avril 2025.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

✓ RECRUTEMENT D'UN AGENT TECHNIQUE EN MILIEU RURAL :

D250310-06 – RECRUTEMENT D'UN AGENT COMMUNAL À L'ATELIER MUNICIPAL

Suite au départ en retraite de M. ROBIN, une procédure de recrutement a été menée pour le remplacer.

À l'issue des entretiens d'embauche, la candidature de Monsieur Maxime LECACH a été retenue. Il a été recruté en CDD pour une durée de 6 mois à raison de 24h par semaine. Son profil correspond à nos attentes à savoir, en priorité, la maintenance des bâtiments communaux en plus des autres attributions liées au poste (voirie, espaces verts, ...).

Monsieur Maxime LECACH est recruté en tant qu'agent communal polyvalent à temps non complet d'une durée de 24h hebdomadaires et reçoit une rémunération mensuelle sur la base du grade d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe, échelon 9, avec un indice brut/majoré 446/397 selon la grille indiciaire de la fonction publique territoriale, le supplément familial de traitement, les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

M. Maxime LECACH a pris ses fonctions le 3 mars 2025.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide le recrutement de M. Maxime LECACH.

✓ CONTRAT D'APPRENTISSAGE : Comme évoqué lors du dernier Conseil Municipal, le CDG79 nous accompagne dans une éventuelle mise en place de contrats d'apprentissage sur deux postes : un agent à l'atelier municipal et un autre au restaurant scolaire.

Mme BRONDEAU, référente du CDG79, était venue en Mairie le 27 janvier pour nous présenter le dispositif et faire un point sur nos attentes.

Depuis, Mme BRONDEAU a recensé différentes formations en lien avec nos demandes qui peuvent être dispensées par :

- Des CMA (Chambre des Métiers et de l'Artisanat)
- Des CFA de l'éducation nationale

Elle nous a également fait des simulations concernant la formation et la rémunération de l'apprenti avec un reste à charge minimale pour la commune.

Lors d'un second rendez-vous, qui a eu lieu le 4 mars dernier, des questions subsistent quant à l'implication du maître de stage notamment en ce qui concerne l'agent technique. En effet, le maître de stage doit assurer la continuité avec le centre de formation et apporter des connaissances à l'élève grâce à ses compétences et son expérience professionnelle dans le domaine concerné. Notre agent communal est orienté espaces verts et son profil ne correspondrait peut-être pas pour accueillir un agent en contrat d'apprentissage.

En revanche, cette problématique n'existe pas au restaurant scolaire puisque la cantinière pourrait transmettre son savoir et son expérience au candidat recruté. Ce serait même un excellent moyen d'assurer la continuité de service en douceur.

À présent, il faut, dans un premier temps, se faire recenser auprès du CNFPT avant le 21 mars pour solliciter une prise en charge des frais pédagogiques d'un contrat d'apprentissage en 2025.

COMMISSION SCOLAIRE

✓ **RYTHMES SCOLAIRES** : Un Conseil d'École extraordinaire s'est tenu le 17 février concernant le changement des rythmes scolaires à la rentrée scolaire 2025/2026 suite à l'arrêt de l'aide de l'État aux Temps d'Activités Périscolaires (TAP).

Les élus et les enseignants ont pu travailler à une proposition de nouveaux horaires pour la rentrée comme suit :

Pour l'école de Saint Martin de Bernegoue :

	Périscolaire		Accueil enseignants		Enseignement matin		Périscolaire		Accueil enseignants		Enseignement après-midi		Périscolaire	
	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Début	Début	Fin	Début	Fin
Lundi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h45	15h45	18h30
Mardi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h50	15h50	18h30
Mercredi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	11h50	11h50	12h30						
Jeudi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h45	15h45	18h30
Vendredi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h50	15h50	18h30

Pour l'école de Juscorps :

	Périscolaire		Accueil enseignants		Enseignement matin		Périscolaire		Accueil enseignants		Enseignement après-midi		Périscolaire	
	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Début	Début	Fin	Début	Fin
Lundi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h45	15h45	18h15
Mardi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h45	15h45	18h15
Mercredi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	12h30						
Jeudi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h45	15h45	18h15
Vendredi	7h30	8h50	8h50	9h00	9h00	12h00	12h00	13h20	13h20	13h30	13h30	15h45	15h45	18h15

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité par le Conseil d'école extraordinaire du 17 février 2025

✓ **ÉCOLE COMMUNALE – DEMANDE DE SUBVENTION JOURNÉE À PARIS** :

D250310-07 – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ÉCOLE COMMUNALE

Dans le cadre du projet pédagogique de cette année 2024/2025 en rapport avec la ville de Paris, l'équipe enseignante propose aux enfants une visite à Paris pour voir « en vrai » certains lieux et œuvres qu'ils ont pu étudier en classe.

Cette journée à Paris aura lieu le 3 juin prochain avec un trajet aller/retour en train, des visites guidées et des découvertes libres à pied ou en métro. Beaucoup de découvertes et de premières fois pour certains ce jour-là.

Le coût total du voyage est estimé à 4 148,50 €, soit 94,30 €/enfant. Pour diminuer la participation financière demandée aux familles et permettre à tous les enfants, sans exception, de profiter de cette expérience, les enseignantes sollicitent une subvention exceptionnelle auprès du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'accorder une subvention exceptionnelle de 400 € à l'école pour mener à bien son projet de séjour pédagogique à Paris.

Étant parent d'un élève concerné par le voyage, Mme Christine PETORIN ne prend pas part au vote.

✓ **DEMANDE DE SCOLARISATION HORS COMMUNE** : Une famille a fait une demande de dérogation pour scolariser son enfant sur la commune de Vouillé. Au regard des motifs avancés ne faisant pas partie des cas ouvrant droit à cette demande, une lettre de refus lui a été signifiée avec copie à la commune souhaitée par la famille. La commune de Vouillé, en retour, nous a fait suivre le courrier de refus d'inscription adressé à la famille.

COMMISSION BIEN VIVRE

✓ FESTIVAL « 5^{ème} SAISON » :

D250310-08 – NIORT AGGLO - CHOIX DU SPECTACLE 5^{ème} SAISON – EDITION 2025

Comme chaque année maintenant, la Commune a été sollicitée par NIORT AGGLO pour accueillir un spectacle lors du festival « la 5^{ème} saison ».

Après consultation du catalogue de programmation, la commune s'est positionnée sur plusieurs spectacles et a été retenue pour le spectacle « la peur au ventre » de la compagnie Toit d'abord.

La représentation aura lieu le mercredi 18 juin 2025 à 19 h.

Le coût total sera de 3 302 € (Hors SACEM), NIORT AGGLO prend en charge 50 % du coût à hauteur de 3 000 €. Le coût total supporté par la commune sera donc (Hors SACEM), de 1 651 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide ce projet et son financement de 1 651 € et autorise M. Le Maire à signer la convention de participation.

COMMISSION CADRE DE VIE - ENVIRONNEMENT

✓ RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX : Le 17 février dernier, M. Frédéric NOURRIGEON, M. Pascal CLERJEAU et M. Philippe LAIDET ont rencontré M. LOISEAU de ID79, dans le cadre d'un accompagnement technique, juridique et financier sur le projet de rénovation énergétique global des bâtiments communaux.

Suite à la visite des lieux, M. LOISEAU n'a pas constaté de désordres sérieux dans les bâtiments, c'est déjà un bon point mais des études structurelles devront venir le confirmer. Les diagnostics faits par le CRER et le SIEDS lui semblent justes et il confirme que la géothermie n'est pas appropriée à notre projet. Concernant la production de chaleur, sa préférence va à la PAC air/eau mais une chaufferie bois granulés n'est pas écartée.

En vue de lancer une consultation de maîtrise d'œuvre au second semestre (pour débiter des études de maîtrise d'œuvre dès le début du prochain mandat), il convient de définir :

- Le périmètre définitif de l'opération
- Le coût global du projet (le bouclage financier est aussi important que les travaux, besoin en fonds de roulement, coût de l'opération sur plusieurs exercices, évaluer de façon plus précise les travaux engagés sur chaque bâtiment, ..)
- Le planning prévisionnel et son phasage (travaux ventilés sur plusieurs années avec 1 tranche ferme et des tranches optionnelles).

Il recommande aussi de faire réaliser sans attendre des plans à jour de nos bâtiments et de la topographie du site par un géomètre expert.

✓ RÉNOVATION DE LA RD104 : Le Conseil départemental a décidé de réaliser des travaux sur la Route Départementale 104 de la sortie de la rue de la Monge jusqu'à la Route Départementale 740 route de Niort. Cette réalisation s'inscrit dans le cadre des travaux d'amélioration de chaussées souples pour un montant de 130 000 €.

✓ VENTE DU CHEMIN COMMUNAL « LA PARISE AU CURÉ » :

D250310-09 – VENTE DU CHEMIN COMMUNAL « LA PARISE AU CURÉ »

Après avoir fait des propositions qui ont, dans un premier temps, été acceptées puis refusées, M. Le Maire s'est renseigné sur les modalités à mettre en œuvre pour vendre ce chemin communal.

Sous réserve de réaliser une enquête publique (obligatoire avec un coût estimé à 600€ pour environ 2/3 permanences), la vente est légitime. Dans ce cadre, le Tribunal de Poitiers nous donnera les coordonnées de commissaires enquêteurs à solliciter pour engager la démarche.

Le Conseil Municipal précise que le montant de la vente devra couvrir tous les frais inhérents à cette vente (les frais d'enquête publique, frais de bornage ...).

Les propriétaires directement impactés par la vente de ce chemin recevront un courrier explicatif.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de lancer les démarches en vue de vendre le chemin communal « La Parise au Curé » et autorise M. Le Maire à signer tous les documents y afférent.

QUESTIONS DIVERSES

✓ AGENDA :

9 avril à 20h – Conseil Municipal (au lieu du 8 initialement prévu)

La Séance est levée à 23h35

Frédéric NOURRIGEON, Maire	Fabrice MILLASSEAU, Secrétaire de séance
----------------------------	--